

**Rencontre avec les associations disciplinaires montréalaises et nationales
Table de concertation sur le projet de politique culturelle pour Montréal
Lundi 6 octobre 2003, 13h30 à 16h30
Théâtre d'Aujourd'hui, 3900, rue Saint-Denis, Montréal**

COMPTE RENDU

Proposition d'ordre du jour

- 13h30 1. Mot de bienvenue
- 13h45 2. Suivis des rencontres entre le Service du développement culturel et les milieux culturels
- 14h00 3. Principes directeurs, axes et orientations de la politique culturelle
- Actualisation et priorisation des contenus des têtes de chapitre du Rapport Bachand
 - o Énoncé de mission
 - o Principes directeurs, axes et orientations
 - La culture au cœur de la ville
 - L'accès et la participation des citoyens à la vie culturelle
 - Le soutien à la vie culturelle
 - Le cadre de vie et l'aménagement urbain
 - Le rayonnement international
- 15h00 Pause
- 15h15 4. Fonctions de la ville en matière culturelle
- Rôle de la ville-centre
 - Attributions culturelles des services de la ville
 - o Services de soutien
 - o Services au citoyen
 - Transport, voirie et circulation
 - Parcs et espaces verts
 - Environnement et développement durable
 - Sports et loisirs
 - Aménagement, urbanisme et habitation
 - Développement économique
 - Développement social
- 16h15 5. Suivis
- 16h30 6. Levée de la réunion

Présences

• **Délégué-es des associations**

- Daniel Boismenu, Directeur, Affaires publiques et communications, Alliance NumériQC
- Michel Sarra-Bournet, Association nationale des éditeurs de livres (ANÉL)
- Michel Beauchemin, Secrétaire exécutif, Association québécoise des auteurs dramatiques (AQAD)
- Sylvie Gamache, Directrice générale, Conseil québécois de la musique (CQM)
- Raymonde Gazaille, Directrice générale, Conseil québécois du théâtre (CQT)
- Karine Giasson, Responsable des communications, Conseil québécois du théâtre
- Gérard Masse, Président, Guilde des musiciens du Québec
- Pierre Beaupré, Président, Ordre des architectes du Québec
- Céline Marcotte, Présidente, Réseau indépendant des diffuseurs d'événements artistiques unis
- Sylvie Cameron, Directrice générale, Société des directeurs des Musées montréalais (SDMM)
- Benjamin Masse, Président, Société pour la promotion de la relève musicale de l'espace francophone de l'espace francophone (SOPREF) et membre du conseil d'administration de Culture Montréal
- Catherine Loumède, Conseillère politique, Syndicat des techniciennes et des techniciens du cinéma et de la vidéo du Québec (STCVQ)
- Pierre Curzi, Président, Union des artistes (UDA)

• **Conseil d'administration — Culture Montréal**

- Simon Brault, président
- Gaétan Morency, vice-président
- Jacques Vézina, vice-président

• **Équipe — Culture Montréal**

- Ariane Émond, directrice générale
- Eva Quintas, directrice de projets
- Sophie Joli-Cœur, responsable des communications

Déroulement

1. Mot de bienvenue

À la demande de Ariane Émond, un tour de table est effectué pour voir quels sont les suivis et l'état des travaux depuis la rencontre du 27 août 2003

Daniel Boismenu, de l'Alliance NumériQC, et Michel Sarra-Bournet, de l'ANÉL, mentionnent que bien que pertinente, la question de la politique culturelle montréalaise n'est pas une priorité pour leurs associations. Ces dernières, oeuvrant dans l'industrie du multimédia et du livre, ont des dossiers vitaux à suivre à court terme, qui découlent notamment des coupures effectués dans ces secteurs par le nouveau gouvernement provincial.

Catherine Loumède, du STCVQ, mentionne également que son association est prise actuellement par le renouvellement des conventions collectives et qu'elle n'a pas de mandat spécifique de son conseil d'administration pour travailler sur cette question.

Gérard Masse, de la Guilde des musiciens, souligne l'importance de l'activité musicale à Montréal, notamment dans des lieux municipaux tels les maisons de la culture; il note également l'intérêt de clarifier les champs du loisir culturel et de la pratique professionnelle. Pierre Beaupré, de l'Ordre des architectes du Québec, note que l'association n'a pas une démarche spécifique sur ce dossier mais relève plusieurs volets d'intérêt où le développement urbain se conjugue au développement culturel, notamment par le biais des concours publics d'intégration des arts à l'architecture.

Sylvie Gamache, du Conseil québécois de la musique, indique que l'association nationale créera sous peu un comité «Montréal» et qu'une réflexion est déjà amorcée depuis un bon moment. Le Conseil québécois du théâtre a déjà un comité en place depuis l'an dernier et ce dernier travaille à la rédaction du mémoire à déposer dans le cadre des consultations publiques.

Raymonde Gazaille du CQT de même que Sylvie Cameron de la Société des directeurs de musées montréalais déposent un texte sur l'approche et la position de leurs associations respectives face au projet de politique culturelle.

2. Suivis des rencontres entre le Service du développement culturel et les milieux culturels

Politique culturelle

Des membres du comité exécutif et la directrice générale de Culture Montréal ont tenu une première rencontre de travail avec la directrice générale et des agent-es du Service du développement culturel autour des réactions initiales sur le rapport Bachand et des suivis du projet de politique culturelle. Marie-Christine Larocque, du SDC, est chargée de la rédaction du projet. Eva Quintas assurera la liaison du côté de Culture Montréal.

Le SDC a mené cet été une tournée politique et administrative des arrondissements, où a été validée leur volonté d'être partie prenante de l'élaboration de la politique. Il y a un consensus quant au fait que Montréal doit se doter d'une politique culturelle, bien que les arrondissements pourraient développer chacun des plans d'action spécifiques. Le dialogue est ainsi en cours tant avec le politique, l'administratif et des groupes de la société civile. Ce que le document Bachand ne permet pas, par contre, (par manque d'ancrage) est d'ouvrir un dialogue avec la population, avec les citoyens; ainsi, il n'y a pas eu de réaction dans les médias outre l'annonce du dépôt du rapport. Il est important de passer maintenant à une nouvelle étape, à la fois de discussion avec les divers milieux sur les attentes face au projet, et de diffusion et de mobilisation autour du prochain document.

Deux autres rencontres sont prévues avec Culture Montréal: une avec Helen Fotopulos, et une deuxième avec Raymond Bachand, le maire Tremblay, et le directeur général de la ville, Robert Abdallah, afin d'assurer la prise en compte de la culture dans les grands enjeux du développement de la ville.

L'intention de la direction du Service du développement culturel est de faire avancer sérieusement les travaux sur la politique culturelle malgré les difficultés du contexte politique et économique. Il reste que le climat est peu favorable, que la volonté politique de porter le dossier n'est pas claire, et que la direction générale de la ville cherche essentiellement à réduire les coûts.

Il est à noter également le niveau d'incertitude quant au maintien des fonctionnaires de haute direction à leur poste actuel; les concours pour doter les nouvelles directions, dont celle du «Développement culturel et Qualité de vie» sont en cours et les décisions devraient être prises d'ici deux semaines.

Le calendrier d'élaboration et de consultation est donc reporté, et risque de l'être encore, compte tenu de la réorganisation municipale. Le premier document de politique devrait être prêt vers la fin novembre pour la tenue de la première ronde des consultations publiques en janvier-février 2004. Le rapport des commissaires de l'Office de la consultation publique devrait être remis en mars-avril 2004. La deuxième ronde de consultations sera pilotée par la Commission des arts, de la culture et du patrimoine de la Ville, commençant ainsi le cheminement politique et la remise d'un rapport au conseil municipal. L'adoption finale de la politique par le conseil de ville est prévue pour le mois de juin 2004.

Il est à noter que ce calendrier ressemble à celui des consultations sur les défusions municipales, et qu'en conséquence, il risque de subir des changements.

Intégrité de la ville

Le dossier de la politique culturelle et celui du maintien de l'intégrité territoriale de Montréal restent intimement liés.

La Commission parlementaire du Québec sur la loi 9 complètera ses travaux d'ici deux semaines; le Ministre Fournier devrait annoncer à ce moment-là les «règles» pour encadrer les consultations populaires sur la réorganisation territoriale des municipalités.

La position générale des Maires des grandes villes du Québec, dont celui de Montréal, est de gagner du temps et de demander la révision à la hausse du taux minimal de participation requis pour la tenue des référendums. La Chambre de commerce, dont la proposition est appuyée par Culture Montréal, demande la tenue de référendums pour tous, pour tous les citoyens de Montréal, et non seulement ceux des ex-villes de l'île.

Les arguments des défusionnistes sont essentiellement d'ordre identitaire et se résument à une demande de retour à la case départ. Les derniers sondages montrent que la partition possible de la ville se ferait ainsi tant sur la base de la question linguistique que celle de la richesse foncière. Le Ministre Fournier a toutefois confirmé qu'il n'était pas question de revenir à une situation qui serait la même qu'avant.

Bien que la majorité de la population de la ville semble favorable au maintien de l'intégrité territoriale, les arguments des «fusionnistes» se font peu entendre. En partenariat avec divers leaders des milieux culturels, économiques et sociaux, Culture Montréal souhaite mener une action, une campagne médiatique pour faire entendre ces voix. Le prochain numéro du journal Montréal CultureS portera sur cette question. Il sera lancé le 19 novembre et même temps, possiblement, qu'une campagne médiatique «pro-fusion»

3. Principes directeurs et rôle de la ville

Mobilisation

Les participant-es à la rencontre expriment, de diverses façons, leur inquiétude face au manque d'appui et de mobilisation politique face à la politique culturelle, et plus globalement, face à la place et au rôle de la culture dans la ville et l'organisation municipale. Si le qualificatif de métropole culturelle est maintenant repris comme un leitmotiv par les pouvoirs publics, il reste que ces derniers manquent de connaissances, de sensibilité et de volonté d'agir sur cette question. Le leadership de Montréal est globalement désarticulé, la ville n'a pas de mécanismes de coopération et de concertation appropriés, et les milieux n'ont pas développé tous les moyens pour se solidariser, prendre leurs affaires en main et se faire entendre. Les différents acteurs restent très inégalement mobilisés et le volontarisme des élus locaux est fragmenté.

Légitimité

À qui s'adresse la politique culturelle ? La politique ne peut uniquement s'adresser aux milieux culturels professionnels, sans quoi elle ne trouvera aucune légitimité politique. Une politique de ville, comme une politique d'État, est faite avant tout pour que les citoyens aient une meilleure qualité de vie culturelle. Afin que la culture et la politique culturelle deviennent un enjeu de société, afin que soit réduit le clivage entre l'artiste et le politique, il faut que le débat soit large, que tous soient concernés. Il est clair que cette vision large et inclusive de la culture doit comprendre une forte valorisation du rôle de l'art et de l'artiste dans la ville, et que des actions différentes et complémentaires soient mises en place à la fois pour la pratique amateur et pour la pratique professionnelle. La politique est une occasion de réfléchir en termes d'éthique de l'action culturelle et en termes de développement des personnes et de la qualité de vie.

Rôle de la ville

Depuis nombre d'années, le rôle de la ville en matière culturelle semble avoir été celui «d'empêcheur de tourner en rond» : de l'affaire Corridart aux fermetures de théâtre, aux obstacles multiples pour la tenue d'événements publics, la ville semble avoir tout fait pour empêcher l'essor de la culture sur son territoire. Il est important d'insister sur la mise en place de mesures et des moyens pour que la ville revoie son fonctionnement interne et pratique une transversalité dans tous ses services en matière culturelle. De façon générale, la ville ne semble pas assurer pleinement ses responsabilités culturelles; elle pourrait avoir un rôle bien plus important de leadership auprès des partenaires gouvernementaux et privés, au Québec comme au Canada, afin de les sensibiliser sur les besoins particuliers d'une métropole. La ville doit définir son rôle de leadership en précisant comment elle va installer la coopération entre tous les acteurs. Il ne s'agit plus de consulter les milieux mais de les engager dans l'action.

Vision

Sans proposer une vision précise du développement culturel de la ville, le rapport Bachand mentionne à plusieurs reprises la notion de «Montréal, métropole culturelle internationale». Si l'ambition internationale de Montréal est une dimension importante, le terme lui-même est souvent mal défini et réduit à un aspect économique, de marketing, de promotion touristique. Il ne reconnaît pas toujours ce qui fait avant tout la vitalité culturelle de la ville, soit la présence de ses multiples acteurs locaux. Les participants proposent que la vision de la politique comporte la notion de développement de la ville, des personnes et de la qualité de vie.

Principes

Si le principe endossé par les pouvoirs politiques est encore celui de la dimension économique de la culture, il est important de réaffirmer avant tout la qualité intrinsèque de la culture comme bien essentiel et collectif. De ce postulat, découlent alors les principes de soutien et d'accessibilité. La dimension éducative est aussi un principe à valoriser.

Moyens

Le nerf de la guerre ... Sans moyens et sans leviers, la politique restera lettre morte. Avant toute chose, il y a un besoin de faire un état des lieux, un inventaire des équipements et du réseau. Le Conseil des arts est un levier majeur dont l'avenir reste incertain. De même pour les maisons de la culture.

Décentralisation

Il y a une inquiétude sur la décentralisation culturelle et le rôle des arrondissements. La politique devrait être conçue comme un élément de cohérence en mobilisant les arrondissements autour d'une vision ou d'un projet commun. Il peut y avoir, à travers divers moyens et stratégies, une réelle émulation entre les arrondissements et les quartiers.

3. Actions et suivis

Le Conseil québécois du théâtre et la Société des directeurs de musées montréalais déposent un document de prise de position à Culture Montréal et l'envoieront également au Service du développement culturel. Culture Montréal a également préparé un document de travail qui sera diffusé après validation par son conseil d'administration.

Il y a intérêt à diffuser plus largement ces documents, par exemple sur les sites web respectifs des groupes et associations. Une prochaine rencontre physique ou électronique sera à faire suite à la publication du prochain document de travail par le Service de développement culturel.

Sur la question des «fusions/défusions», il est demandé aux associations de sonder le terrain auprès de leurs membres et dirigeants en vue d'accompagner une action publique en faveur du maintien de l'intégrité territoriale de Montréal.

4. Levée de la réunion

La réunion est levée à 16h30.

Compte rendu rédigé par Eva Quintas, 7 octobre 2003